

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDENO.

ABONNEMENTS:

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Étranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR:
ANDRÉ ZIFCK.

INSERTIONS:

Annonces 4 ^{me} page.....	3 piastres la ligne
Annonces 3 ^{me} page.....	6 » la »
Insertions, corps du journal.....	15 » la »
La Livre Turque à n. 100.	

Les abonnés : 1^{er} partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rötter et Co, à Vienne, I Riemergasse, 43. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 439—440 Fleet Street.

LA TURQUIE paraît en deux éditions : une édition du matin, contenant les télégrammes arrivés dans la nuit, et une édition du soir, donnant les nouvelles du jour.

Les abonnés recevront, comme par le passé, l'édition du matin. Ceux qui voudraient également recevoir l'édition du soir n'auront à payer qu'un supplément de trois francs par mois.

La vente au numéro sera faite au prix d'usage.

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture.....	P 11.33
En ce moment.....	» 11.39
Obligations Roumélien.....	fr 31.11
Papier-monnaie—L. T. 100 P. 162.—	

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

13 avril 1877.

Lever du soleil.....	5 h. 27 m.
Coucher.....	6 » 35
Temps moyen à midi apparent.....	42 » 0.29
H à la turque à midi moyen.....	5 » 48

8 heures du matin.

Baromètre.....	754.7
Thermomètre.....	44.4
Minima.....	10.4
Maxima de la veille.....	49.5

Direction et force du vent O. calme.

NOUVELLES DIVERSES.

Nous sommes heureux d'avoir à constater que les victimes de l'incendie du Phanar ont été l'objet de la haute sollicitude de S. M. le Sultan.

Dès le lendemain de cette catastrophe plusieurs aides de camp du Sultan se sont rendus au Phanar et ont procédé à une distribution de pain et des premiers secours aux nombreuses familles que ce malheur vient de frapper.

La préfecture de la ville a de son côté en voyé sur les lieux du sinistre plusieurs de ses agents qui, de concert avec le patriarche, ont pris des mesures pour l'installation des victimes dans les quartiers environnants et pour la distribution régulière de provisions de bouche.

Nous apprenons en outre que le patriarche a convoqué le Conseil national mixte pour délibérer sur les mesures à prendre d'urgence afin de soulager les victimes d'une manière efficace.

Nous apprenons avec plaisir que M. Xidias Typaldo, avocat et directeur de la Société d'assurances Archangelos, a été nommé officier de l'ordre impérial du Médjidié.

Hier, 5 escadrons de cavalerie, 600 chevaux et 4 wagons chargés d'effets sont partis de la gare de Macrikou. A celle de Sirkekdji, un escadron et demi s'est embarqué. De cette dernière gare, il a été expédié 150 chevaux et un wagon d'effets tous en destination d'Andrinople.

Cette cavalerie était arrivée ces der-

niers temps de Syrie et était casernée à Daoud-Pacha.

Le lieutenant-colonel Moustapha Tahsin bey, aide de camp du Sultan, qui doit se rendre à Pesh pour porter à l'Université de cette ville les ouvrages offerts par Sa Majesté, quittera demain notre ville par le bateau de Trieste.

La Société de la Croix Rouge de Belgique vient de faire parvenir au Sérasker 20 caisses contenant de la charpie, des bandages, des compresses et des médicaments pour les blessés et malades de l'armée impériale.

Nous recevons de l'administration sanitaire de l'Empire ottoman la communication suivante :

Les avis de Bagdad signalent une situation sanitaire peu satisfaisante. Du 1^{er} au 7 avril inclusivement, les décès par suite de la peste montent au chiffre de 90, contre 131 décès causés par d'autres maladies. Il est même à supposer qu'une partie de ces derniers peuvent être attribués à la peste, bien qu'ils ne soient pas classés dans cette catégorie, faute de constatation médicale. Dans le dernier bulletin officiel, il n'est pas question des attaques, mais on peut en calculer le nombre au double des décès. Dans cet intervalle, le vent a soufflé alternativement du Nord et de l'Est, et la température, à midi, a marqué 25 degrés centigrades. En général, sauf Bagdad, la santé est bonne dans toute la Mésopotamie et à Bassorah, et des mesures énergiques sont prises pour circonscrire l'épidémie dans ses foyers actuels et en atténuer les effets.

Nous complétons les informations que nous avons déjà fournies sur le crime du han Franchini en reproduisant ci-après la version du Phare du Bosphore :

Hier, dit ce journal, au lieu au cimetière grec l'autopsie du cadavre du malheureux Apalayas. Le corps était intact. Le crâne était enfoncé par un coup de massue. Le côté gauche de la poitrine percé de deux coups de poignard et le ventre de trois. Les blessures d'une dimension inégale attestaient que la victime avait été frappée avec deux poignards. La gorge présentait les symptômes de la strangulation. Aucun signe extérieur au cou ne faisait cependant supposer l'emploi de la corde. Un des assassins a dû saisir Apalayas à la gorge, un deuxième semble l'avoir attaqué avec une massue et deux autres ont dû le poignarder. C'est ce qui ressort de l'interrogatoire et de la lettre dénonciatrice que le juge d'instruction du consul hellénique, M. Milissis, a reçue deux mois environ après la perpétration du crime. Voici cette curieuse lettre, qui a guidé considérablement l'activité incontestable de M. Milissis :

« A Monsieur le juge du consulat hellénique.
« Le nommé Kework, odabachi (portier) à Franchini Han, à Perchemb-Bazar, les nommés Minas, Hussein, Nihan sont les auteurs du crime de la personne (sic) qui habitait le même Han, qui a peu près 3 mois qui est disparu (sic).
« Veuillez vérifier l'affaire sur l'odabachi Kework du même Han.
« Constantinople, 26 février 1877. »

L'écriture de cette lettre est évidemment contrefaite et atteste que la personne qui l'a rédigée a sciemment com-

mis des fautes pour mieux se cacher derrière l'anonyme.

Beaucoup avant la réception de cette lettre, et quinze jours à peine après la disparition subite d'Apalayas, le juge d'instruction se rendit dans le Han Franchini et soumit l'odabachi à un premier interrogatoire. Le trouble évident de Kework et les contradictions dans lesquelles il était tombé avaient presque convaincu M. Milissis qu'il avait devant lui le principal coupable. Il demanda alors son arrestation à la police de Péra ; mais celle-ci déclina sous prétexte que la Constitution ne lui permettait pas d'agir sans preuves. M. Milissis insista, mais ce fut en vain, le chef de la police étant inébranlable dans sa résolution de ne point troubler le repos de Kework. En attendant, le juge d'instruction ne négligeait aucune occasion de descendre à Galata et de suivre attentivement les faits et gestes de l'assassin.

Dans ces entrefaites, il reçut une lettre dénonciatrice, et un jour en passant devant un tript, il aperçut Kework cherchant à retenir un de ses compagnons qui voulait briser des verres. Le lendemain, M. Milissis se rendit au Han et se mit de nouveau à questionner Kework. Je vous ai vu l'autre jour avec un hamal, lui dit-il, comment s'appelle-t-il ? Nihan, répondit l'assassin. Ah ! vous êtes l'ami de Nihan ? répliqua le juge d'instruction, qui connaissait déjà par la lettre anonyme, que Nihan était l'un des complices. Kework se troubla et dit qu'il ne le connaissait pas ; plus tard, il est tombé en contradiction en avouant que Nihan est originaire du même village que lui.

M. Milissis était de plus en plus convaincu que Kework était réellement coupable, et ne pouvant décider le chef de la police de Péra d'agir, il dut s'adresser à celui de Stamboul où il fut secondé par Kiasim bey qui lui a prêté avec empressement le concours si obstinément refusé à Péra. C'est donc grâce à l'activité dévouée de M. Milissis, au concours que Kiasim bey lui a prêté, à la perspicacité du juge d'instruction, Hamdy effendi, et au tact d'Abbedin, agent de la police secrète, que ce crime épouvantable n'est pas resté impuni. L'instruction a découvert que Kework, aidé de quatre autres odabachis, ont attaqué et assassiné Apalayas à l'entrée du Han et point dans son comptoir ; qu'ensuite ils ont mis le corps dans une malle, l'ont transporté à Camondo Han et l'ont enfoui sous l'escalier de ce Han à une très petite profondeur, en ayant cependant soin de le placer entre deux couches de chaux et de charbon pilé. C'est Minas, l'odabachi du Camondo Han, qui a tout avoué.

PREMIÈRE COMPAGNIE

IMP. ROY. PRIV.

de navigation à vapeur sur le Danube

Le service accéléré des voyageurs entre Vienne et Constantinople, voie de Basinsch Roustchouk Varna et vice-versa sera ouvert à partir du 15 avril.

Premier départ de Vienne : le 15 avril par bateau, le 16 avril par chemin de fer.

Premier départ de Constantinople : le 17 avril à 2 h. après-midi.

Pour plus amples informations s'adresser à l'Agence générale, MM. Stohmann et Dollinger, à Stamboul, Bagtché-Capou, Rassim Pacha Han.

de ceux qui ont de longues années devant eux, ce qui n'est pas logique absolument parlant. J'allai raconter ces événements à Suzanne, et je la trouvai dans le jardin ; Maurice lui faisait la lecture pendant qu'elle brodait une immense tapisserie qu'elle s'était fait venir de la ville. Je restai immobile sur le seuil du jardin à regarder le charmant tableau qu'ils faisaient à eux deux. La tête brune et sérieuse du jeune homme formait un contraste original avec la beauté blonde et vaporeuse de Suzanne ; le rideau de feuillage qui servait de fond, le ruisseau coulant qui dessinait un premier plan, les couleurs vives de la laine, tout, jusqu'aux teintes neutres et douces de leurs costumes, formait un ensemble « fait à souhait pour le plaisir des yeux ».

Il posa son livre et fit une question que je n'entendis pas. Suzanne leva la tête, sourit, une teinte fugitive de rose passa sur ses joues, ses cils châtains battirent deux ou trois fois sur ses yeux, elle répondit un mot et se pencha sur son ouvrage. Je restai un instant comme pétrifié, puis je retournai sans bruit dans ma chambre. Ils ne m'avaient ni vu ni entendu.

Fou que j'étais ! comment n'avais-je pas prévu qu'ils s'aimeraient ! Ces deux jeunes gens si bien faits l'un pour l'autre pouvaient-ils vivre ensemble, partager la même toit, les mêmes idées, les mêmes impressions, échanger les mêmes sympathies, et ne pas s'aimer ! Si quelque chose était étrange ici, c'était qu'ils ne fussent pas tombés dans les bras l'un de l'autre au bout de huit jours ! Et moi, père aveugle, inais, incapable, j'avais retenu cet homme auprès de nous ! Une seconde fois j'avais joué le bonheur de ma fille. Alors je l'avais ravie au mariage. A présent, pourrais-je la ravir à l'amour ?

Malgré moi, je m'approchai de la fenêtre et je regardai dans le jardin ; elle brodait, il lisait, rien n'était changé, et pourtant, à présent que mes yeux s'étaient dessillés, je voyais dans cette attitude paisible, dans ce

recueillement intérieur mille nuances qui m'avaient échappé.

Ils en étaient encore à la période de l'amour qui s'ignore et vit de lui-même. L'innocence du regard de Suzanne, la franchise de celui de Maurice m'étaient garants qu'ils ne se croyaient qu'amis. Combien de jours, combien d'heures dureraient ce calme ? A quel moment inconnu la passion éclaterait-elle dans ces deux âmes en pleine jouissance de la jeunesse et de la vie ? Demain, ce soir peut-être... Que fallait-il faire ? Ou s'arrêtaient mes droits ? Que me commandaient mes devoirs ?

Je m'assis dans mon fauteuil, loin de la fenêtre, pour ne pas les épier malgré moi, car ce rôle d'espion me répugnait d'autant plus qu'il me tentait, en dépit de mes efforts. Je voulais savoir, savoir à tout prix ce qu'ils pouvaient se dire ; je voulais mesurer l'étendue de l'abîme où nous venions de rouler sans nous en apercevoir. J'eus le courage de me retirer, de coller mes mains sur mes yeux et de me mettre à penser seul.

Leurs voix me tiraient de ma rêverie ; Maurice m'appela pour le bain du soir. Je descendis, et je pris avec lui le chemin de la falaise ; j'avais résolu de lui parler sans plus attendre.

Quand nous eûmes atteint la crique solitaire qui nous servait de place, je l'arrêtai : — Asseyons-nous, lui dis-je ; je voudrais causer un instant avec vous.

Il me regarda non sans quelque surprise, puis s'assit sur un rocher ; j'en fis autant. — Maurice, lui dis-je, vous voyez avec quelle amitié je vous parle, avec confiance en moi, et oubliez que je suis un vieillard, un père. Causons comme deux amis. Je regretterai toujours que vous soyez arrivés quelques heures trop tard, il y a trois ans...

Il m'arrêta du geste, secoua la tête d'un air désespéré et me dit d'une voix basse : — C'est vrai, je l'aime !

Il se tut. La lame brisait régulièrement sur le sable

à quelques pas de nous ; j'écoutais machinalement son bruit mesuré, et l'attente de ce bruit du flot me privait pour ainsi dire de ma puissance de réflexion. J'étais comme maiguë ; mon cerveau souffrait d'une si forte secousse. Je fis un effort violent pour secouer cette torpeur.

— Vous aimez-elle ?

Il fit un geste indécis. J'avais retrouvé mon énergie.

— Si elle ne vous aime pas, je vous en conjure, mon enfant, mon ami, partez ! Partez aujourd'hui, ne la revoyez pas, ayez pitié d'elle ! Si elle était libre, je vous la donnerais à l'instant, mais elle est enchaînée, vous ne pouvez que la perdre. Vous ne voulez pas la perdre, n'est-ce pas ? Mon ami, je vous en supplie, ayez pitié d'elle et de moi !

Les paroles se pressaient sur mes lèvres tremblantes, j'avais peine à les prononcer distinctement ; je me sentais vaincu par la douleur.

Maurice releva la tête, ses yeux à lui aussi étaient pleins de larmes. — Monsieur, me dit-il, vous auriez le droit de me chasser. C'est vrai, j'aime votre fille, et je sens que cet amour est un outrage. Si elle était venue demain, je la réclamerais de vous, mais je n'ose pas même le lui dire à elle, tant son malheur est respectable. Oui, j'aurais dû partir ; je n'en ai pas eu le courage, la vie est si douce ici entre vous deux, vous que je vénère autant que je l'aime. Je m'en irai, puisque vous le voulez ; je m'en irai...

Il me regardait ; ses yeux pleins de douleur, de reproche, lurent au fond de mon âme que j'avais plus de chagrin que de colère. Je lui tendis la main, il y mit la sienne, et nous nous sentîmes liés pour la vie par un lien indestructible d'estime et d'amitié.

Il n'était plus question de bain ; d'ailleurs le ciel s'assombrissait, quelques gouttes de pluie commencent à tomber. Maurice revint lentement vers le logis. Maurice regarda la mer comme pour l'absorber.

— J'ai été bien heureux ici, me disait-il

d'une voix réveuse. Si heureux, que ces quelques semaines seront la joie de ma vie entière. Il n'est pas au monde de femme semblable à Suzanne. Elle n'a pas à craindre d'être jamais remplacée dans mon cœur. Quelle autre créature aurait sous le ciel sa grâce et son intelligence, son instruction supérieure et sa modestie ! Quelle autre aurait traversé le borborygme de son épreuve sans y souiller seulement la moindre plume de son aile ! Suzanne seule pouvait porter une telle infortune avec tant de dignité ; seule, sa grande âme était capable de se développer ainsi sous l'aiguillon du malheur !

Je l'écoutais ; ses paroles n'étaient que l'expression de ma pensée, et, plus il parlait, plus je le trouvais digne d'elle. O folie amère, d'avoir livré ma fille à son bourreau, pendant que j'avais là, près de moi, l'homme que tout lui destinait !

Nous marchions un peu à l'aventure le long du chemin glissant et étroit.

Maurice n'était pas pressé de rentrer, puisqu'il ne devait rentrer que pour partir, et moi je n'étais guère désireux de le mettre en face de Suzanne, fût-ce pour un instant. Tout à coup il me saisit par le bras et me tira brusquement en arrière ; ce mouvement rapide faillit me jeter à terre, et au même instant la motte de gazon sur laquelle j'avais posé le pied se détacha du bord et roula sur les rochers à quarante pieds au-dessous.

Ces endroits sont très dangereux, dit Maurice ; la moindre pluie détrempé les terres sans cesse minées par le vent et la poussière des vagues. Dès demain j'enverrai les gamins du village faire ici un petit parapet de gazon...

J'en avais construit un jadis...

— Demain, répéta-t-il avec amertume, je n'y serai plus !

— C'est moi qui m'en chargerai, lui dis-je ; votre bonne pensée ne restera point stérile. L'orage finit sur nous, et nous regardâmes la maison d'un pas rapide.

— Quel temps ! murmura Maurice en me

regardant avec une expression de prière humble et soumise.

— Vous partirez demain, lui dis-je à voix basse. Il me serra la main et nous enlrâmes.

XXXVII

— Je commençais à m'inquiéter, dit Suzanne ; vous avez été bien longtemps.

— J'ai failli rouler en bas de la falaise, répondis-je, c'est tout ami qui m'a sauvé en me retenant au moment dangereux.

Le regard de ma fille chargé de reconnaissance glissa sur moi, et se posa un instant sur le visage défilé de Maurice.

— Allons vite souper, dit-elle, vous avez besoin de vous sécher, et même je crois de vous réchauffer.

Le repas fut morne ; nous n'avions pas le courage de feindre une gaieté dont nous étions si éloignés ; Suzanne, qui avait commencé par rire et plaisanter, comme d'habitude, se laissa gagner bientôt à notre gravité, et pressa le service pour avoir plus tôt fini.

Après le dîner nous nous réunîmes dans notre petit salon, et ma fille fit faire une flamme pour chasser l'humidité qui pénétrait partout. La flamme jaillit bientôt en gerbes jusqu'au milieu de la vaste cheminée et un semblant de confort régna dans le salon.

Maurice prit son courage à deux mains : — Il faut espérer, dit-il, que le temps ne sera pas si mauvais demain pour mon voyage.

— Une excursion ? fit Suzanne sans y attacher d'importance.

— Non, un voyage.

Ma fille s'était redressée et regardait le jeune homme avec anxiété.

— Je pars pour Paris, dit Maurice, sans oser lever les yeux.

— Pour Paris ! répéta Suzanne.

Elle joignit les mains sur ses genoux et nous regarda tour à tour.

(A suivre.)

Le roman d'un père

PAR

HENRY GRÉVILLE

XXXVI

— suite —

Cinq minutes après, Félicie, rougissante comme si elle n'avait eu que quinze printemps, vint me faire sa révérence ; j'adressai un petit discours aux fiancés, et je les congédiai. Comme ils s'en allaient, une réflexion me vint :

— Dites donc, Pierre, comment vous marierez-vous ? Nous n'avons pas six mois de domicile !

Les bras tombèrent au pauvre garçon, qui me regarda d'un air pitreux.

— Combien avons-nous, monsieur ?

— Quatre mois et huit jours.

— Eh bien, cela ne fait plus que sept semaines à attendre. Pendant ce temps-là, nous allons toujours faire venir nos papiers.

Pierre s'éloigna, consolé, et je pensai à part moi que ceux qui n'ont plus longtemps à vivre sont moins impatientes de l'avenir

claire, — et, comme corollaire, la nomination des fonctionnaires choisis sans considération de conduite ou de capacité, il est évident qu'en présence de tant de causes, les progrès moraux et matériels que le pays était en droit d'espérer de la promulgation du *Tanzimat* n'ont pu se réaliser dans les proportions voulues.

Si on ne peut nier que grâce au *Tanzimat*, aux ressources naturelles du pays et aux aptitudes de ses habitants, une amélioration morale et matérielle s'est produite, il faut reconnaître aussi qu'elle n'est nullement à la hauteur des exigences du temps et que cet état de choses a été une source de graves embarras pour le gouvernement et la nation.

Les sujets de Sa Majesté, grands et petits, sont toutefois pénétrés du même sentiment d'espoir que par la suppression du régime de l'absolutisme et la proclamation de l'ère de la justice, grâce à d'autres part, aux dispositions des populations en général, les bases fondamentales de l'Empire subissent une prompte et heureuse rénovation.

La nation entière attendait la réalisation de ses espérances, confiant dans la bonté divine, lorsque (par un heureux décret de la Providence), l'avènement de Votre Majesté au Trône glorieux de Ses Ancêtres est venu combler ses vœux les plus chers et la remplir d'allégresse.

Les événements ont prouvé que cette confiance et cet espoir étaient fondés: En effet, l'avènement au trône de Votre Majesté se produisait à une époque où les insurrections de l'Herzégovine, de la Serbie et du Monténégro, et des embarras financiers créaient à l'Empire une situation exceptionnelle dont la gravité n'a pas eu son égale dans le passé.

Votre Majesté a hautement rempli les devoirs de Khalife suprême et de Souverain en soutenant avec énergie et persévérance les droits légitimes et l'indépendance de l'Empire, et en sauvegardant les intérêts du pays et de la nation: le régime de l'arbitraire, — obstacle au développement du bien-être et de la prospérité auquel chaque peuple peut aspirer en proportion de ses capacités et des ressources du sol dont il a doté la Providence, — a fait place au système de la délibération en tant qu'un acte constitutionnel, garantie des droits de la liberté populaire, a été octroyée; ainsi les forces du gouvernement et de la nation ont été rattachées par des liens indissolubles et sur une base inébranlable; tous les sujets fidèles de l'Empire, sous le nom unique d'Ottomans, ont été unis par une loi juste et équitable.

Ainsi que le dit le discours du Trône, le maintien de la gloire et de l'honneur de chaque gouvernement, de chaque nation, dépend de l'équité et de la justice, dont l'entière application est de nos jours en connexion intime avec les principes du régime constitutionnel, qui assure la prospérité et le salut du gouvernement et du pays étroitement liés. C'est pourquoi Votre Majesté, en octroyant la Charte constitutionnelle qui clôt l'ère du despotisme et proclame le droit constitutionnel, a conquis le titre de Réformateur, et révoqué l'émulation générale.

Bien des gens timorés et pessimistes semblent croire qu'au point où se trouve l'état de l'administration civile et judiciaire et les graves questions financières, les plus vives appréhensions doivent avoir leur raison d'être, et qu'il n'y a plus aucune issue pour se soustraire à l'ingérence étrangère, si ce n'est par la persévérance déployée par Votre Majesté et la voie ouverte dorénavant à tous pour profiter avec sagesse des bienfaits du régime nouveau, nous sommes convaincus que les complications intérieures se dissiperont et que l'ingérence arbitraire de l'étranger ne trouvera plus jamais sa raison d'être.

La Chambre donne l'assurance à Votre Majesté qu'elle ne manquera pas, ainsi qu'il lui est prescrit par l'Iradé impérial, de concourir, par tous les moyens en son pouvoir, à la défense des droits de l'Empire, au développement du progrès moral et matériel du pays et qu'elle emploiera tous ses efforts et son activité à faire disparaître complètement les dernières traces des abus, triste héritage du régime despotique.

Pour arriver au but qu'elle se propose, la Chambre discutera, avec la plus scrupuleuse attention, les projets de lois au fur et à mesure qu'ils lui seront soumis. Elle apportera, dans l'examen des questions d'administration et de finances, tout le zèle et la circonspection qu'elle croira nécessaire, se conformant dans ses décisions aux exigences de la situation du pays et des lieux.

La Chambre, appréciant la valeur et l'importance de la mission et des pouvoirs qui lui ont été confiés, ne se départira pas un instant des principes les plus sévères de loyauté et de droiture dans ses appréciations en tout ce qui concerne l'intérêt du gouvernement et du pays: les représentants de la Nation se déclarent prêts à travailler sans relâche et unanimement au salut et au rétablissement de la prospérité du Pays, devoir que leur impose impérieusement des circonstances sans pareilles dans le passé.

Attendant que les institutions judiciaires et la police ont été absolument créées pour la garantie du droit des gens, et que sans la sécurité personnelle et le respect de la propriété toute amélioration morale ou matérielle est impossible, la Chambre considère comme un de ses premiers devoirs de s'occuper activement de la réorganisation des tribunaux, de la police et du corps spécial de la gendarmerie. A cet effet, elle imprimera une vive impulsion à l'examen des projets de loi sur cette matière importante et apportera dans ses délibérations et dans ses décisions toute l'attention qu'elle comporte.

Venant au règlement de l'équilibre financier, on doit reconnaître que la grandeur de tout Etat, les moyens de sauvegarder ses droits et sa dignité ont le droit pour base.

Après l'application de la justice dans les conditions énumérées plus haut, une des questions les plus urgentes à résoudre, et celle qui doit venir en première ligne dans l'intérêt de la confiance et de la liberté individuelle, consiste dans le développement de la situation financière et du crédit du gouvernement.

Ces fins sont subordonnées à l'application scrupuleuse d'un système d'équilibre des recettes et des dépenses, et à la connaissance parfaite de la situation: en un mot, à l'observation exacte des dispositions du règlement prescrit. C'est pourquoi, suivant les prescriptions de l'Iradé impérial, les représentants de la nation apporteront la plus grande attention dans l'étude des réformes financières dont l'application assurera évidemment le crédit de l'Etat.

L'exploitation de la richesse et des ressources naturelles du pays, dépend aussi du développement à apporter à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, un des agents les plus favorables à ce développement, c'est la diffusion des sciences et des lumières et l'extension des voies de communications.

Les progrès réalisés par les nations civilisées n'ont été obtenus que par ces moyens: c'est pourquoi la Chambre ne s'écartera aucune peine pour arriver à ce résultat.

L'institution des lois, ainsi qu'il est dit plus haut, n'a de valeur qu'autant que ces lois sont strictement mises en pratique. Or

celle-ci étant confiée aux fonctionnaires du gouvernement, il est évident que ces derniers doivent réunir toutes les conditions de capacité et de loyauté exigées par la nature de leurs fonctions et qu'ils doivent être récompensés ou punis selon leur conduite. C'est pourquoi la Chambre est vivement reconnaissante à Sa Majesté d'avoir recommandé, par son Iradé impérial, une attention toute particulière pour le choix de ces fonctionnaires.

La Chambre est heureuse aussi de pouvoir remercier Votre Majesté pour la création d'une Ecole Civile et son entretien à Ses frais. Cet établissement, destiné à préparer des fonctionnaires pour les diverses administrations publiques, acceptera, d'après son règlement organique, des élèves sans distinction de cultes.

La sollicitude avec laquelle Votre Majesté apprécie les efforts déployés par tous ses fidèles sujets et par sa courageuse armée pendant les crises intérieures que nous venons de traverser, crises qui sont les fruits d'intrigues et d'excitations, principalement pendant la guerre avec la Serbie et le Monténégro, nous a causé une grande joie. Nous pouvons dire avec orgueil que la Nation entière est prête à tous les sacrifices pour la sauvegarde des droits sacrés du Pays et de la Nation.

L'égarement et les erreurs dans lesquels la Serbie a été entraînée, ont causé aux habitants de ce pays des maux et des souffrances sans nombre. Cette principauté, qui fait partie intégrante de l'Empire, reconnaissant ses torts, appréciera les nouvelles concessions de Votre Majesté à son égard comme le complément des faveurs et des bienfaits généreusement accordés à ce pays dans le passé.

Les discours impériaux mentionnent que la question du Monténégro serait référée à la Chambre. Lorsque les documents y relatifs nous seront communiqués, nous nous empresserons de la mettre en délibération et de présenter notre décision conformément aux prescriptions de la Constitution. Nous osons dès à présent exprimer que la conservation et le maintien intégral des droits sacrés du Pays et de la Nation forment le mobile de l'opinion et des desirs de la Chambre étroitement unie à la Nation.

Sur le désir exprimé par l'Angleterre et les autres puissances européennes, une Conférence s'est réunie à Constantinople. Votre Majesté, s'inspirant d'une ligne de conduite conforme aux traités existants et aux règles du droit international, a préservé de toute atteinte l'honneur et l'indépendance de l'Empire. La promesse de Votre Majesté de se placer à l'avenir au même point de vue a combié de joie et de reconnaissance tous les Ottomans.

Le gouvernement ottoman a joué dans tous les temps de la renommée méritée d'avoir toujours respecté les traités en vigueur; il continuera toujours dans l'avenir à suivre loyalement la même voie. Néanmoins, nous en prenons la résolution énergique, la grande Nation Ottomane défendra, par tous les moyens, l'entière indépendance de l'Empire, et pour cette cause sacrée elle se sacrifiera corps et âme.

Les bases réelles de l'existence du Corps ottoman sont le droit sacré à l'indépendance et à l'intégrité de l'Empire. La défense de ces principes contre toute agression et persécution étrangères, appartient de droit à toute société.

Nous nous empressons de déposer aux pieds de Votre Auguste Trône, les vœux et les desirs de la Nation toute entière.

La promesse que Votre Majesté a daigné exprimer que son gouvernement ne s'écartera jamais des principes du droit et de la justice, a tellement rempli de joie et d'espérance les cœurs de tous Ses fidèles sujets, que nous croyons devoir renouveler à Votre Majesté notre profonde gratitude et nos remerciements et exprimer encore une fois que la Nation repoussera toute immixtion étrangère dans les rapports qui doivent exister entre les peuples et dans les détails de notre administration intérieure, et ce en vertu des principes du droit international et de la justice.

(La Vérité.)

ROUMANIE.

CULTURE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

M. mercredi 4 avril, à 2 heures 1/4, M. Jean Docan, ministre des travaux publics, a donné lecture à la Chambre du message suivant:

Messieurs les députés,

Vous avez été convoqués en deux sessions consécutives pour vous occuper de questions vitales, dont la solution ne pouvait plus souffrir de retard. Les questions financières, l'équilibre du budget par la réduction jusqu'à la dernière limite possible des dépenses et par l'augmentation des revenus de la manière la moins sensible possible pour les contribuables, se présentant à la tête des travaux parlementaires comme l'œuvre la plus lourde et, à tous les points de vue, la plus difficile à réaliser.

Vous avez montré, Messieurs les députés, dans l'accomplissement de cette œuvre, une décision inébranlable aussi bien qu'une abnégation de vues personnelles et de parti qui, j'en ai l'assurance, seront appréciées par la nation entière et vous attireront sa reconnaissance.

La complication des affaires politiques en Orient, qui pouvait menacer les intérêts de notre pays, réclamait de la part de la représentation nationale une attention constante et une sollicitude patriotique pour maintenir la Roumanie dans une attitude digne et correcte en toute éventualité.

Vous avez traité, Messieurs les députés, les questions qui vous regardaient avec un sens purement roumain et, en même temps, avec un tact qui a relevé le prestige de la Roumanie au dehors et a préservé sa dignité contre toute atteinte.

Au milieu des préoccupations que la politique extérieure faisait naître et à cause de la charge laborieuse et épineuse que nécessitait l'amélioration de notre situation financière, plusieurs projets de loi relatifs aux réformes impérieusement réclamées dans notre législation, n'ont pu encore être résolus.

Les questions qui s'y rapportent sont cependant de nature à demander une étude approfondie, et les besoins publics que ces projets sont destinés à satisfaire ne pourront que gagner en étant l'objet de vos méditations jusqu'à la session prochaine.

Je suis heureux, Messieurs les députés, de constater le zèle et le patriotisme éclairé avec lesquels vous avez conduit les travaux parlementaires dans cette dernière session pour la réalisation des

principes d'ordre dans les finances et de consolidation nationale.

En vertu de l'art. 95 de la Constitution, je déclare la session législative close et je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

CHARLES.

Le président du conseil des ministres, ministre de l'intérieur et ad interim des finances, J. C. Brătianu; le ministre des cultes et de l'instruction publique, G. Chitescu; le ministre de la guerre, colonel Ștefanescu; le ministre des affaires étrangères, N. Joneșcu; le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, J. Docan; le ministre de la justice, J. Campiniano.

Après la lecture du message, M. C. A. Rosești, président de la Chambre, a prononcé les paroles suivantes:

« Veuillez agréer, Messieurs les Députés, l'expression de mes sentiments de gratitude pour le concours que vous avez bien voulu me donner pendant toute la durée de vos travaux. Et maintenant, en vous souhaitant de vous rendre en bonne santé au milieu de vos électeurs, crions tous ensemble: Vive le Prince Charles! Vive la nation roumaine! »

DISSOLUTION DU SÉNAT

Rapport de MM. les ministres à S. A. le Prince Régnant.

Altesse Sérénissime, Dans notre système constitutionnel, le Sénat a été institué pour servir comme corps modérateur dans la conduite des affaires de l'Etat et comme corps pondérateur entre la Chambre et le pouvoir exécutif.

L'âge de 40 ans qui est exigé, un cens considérable, l'exemption de ce cens pour ceux qui ont occupé les fonctions les plus importantes de l'Etat, tout prouve que c'est là sa mission.

Cette institution était destinée à donner des garanties puissantes que les passions éphémères, les ambitions impatientes, les velléités hasardeuses, qui auraient pu se manifester dans la Chambre, où l'on peut être admis dès l'âge de 25 ans, ne se rencontreraient point au Sénat.

La nation avait donc le droit d'attendre que le calme dominât dans les discussions de ce corps mûri et que la sagesse et l'expérience caractérisassent tous ses travaux.

Malheureusement, après un essai poursuivi pendant cinq mois, nous voyons que le Sénat actuel, tel qu'il est composé, n'a pas répondu à sa haute et bienfaisante mission.

La cause ne provient pas de l'institution elle-même mais des conditions anormales dans lesquelles ont été faites les dernières élections générales pour le Sénat.

Notre société se trouvant alors livrée à des luttes acharnées les élections ne pouvaient être que le produit de cette fermentation. L'unité de vues des élus ne consistait que dans un besoin commun de combattre l'ancien gouvernement.

Une fois achevée la mission pour laquelle ils avaient trouvé un terrain commun de lutte, plusieurs des hommes éminents qui avaient constitué la majorité du Sénat passèrent dans la Chambre, à la suite des élections générales pour ce corps. Ainsi fut modifié l'équilibre entre les différents groupes du Sénat et une majorité constante devint impossible. La divergence de doctrines et de buts devint de plus en plus profonde et l'action du Sénat n'eut d'autre effet que d'empêcher la marche régulière du mécanisme législatif, au lieu de le conduire dans le sens des demandes de la nation.

Outre l'impossibilité d'établir un gouvernement régulier et fort, qui produise beaucoup et bien, ces divisions ont presque toujours le malheur de faire que les individualités sont entraînées dans le tourbillon des passions et rendent ainsi vaines même les meilleures intentions dont elles sont animées.

Comme preuve, nous soumettons à l'appréciation de Votre Altesse le fait suivant:

Sur 150 jours écoulés depuis l'ouverture des corps législatifs, le Sénat n'a tenu que 62 séances.

Sur ces 62 séances, 35 ont été presque entièrement consumées en interpellations, dans lesquelles les passions personnelles ont joué un rôle si grand que même les questions relatives à la politique extérieure ont été agitées seulement comme une arme contre le gouvernement, bien que les hommes éminents du Sénat sentissent que cette façon d'agir pouvait mettre en péril les plus chers intérêts de la Roumanie.

Préoccupés de la situation financière et politique du pays et respectant plusieurs hommes éminents qui faisaient partie du Sénat, nous avons tout souffert, sans jamais cesser de faire appel au patriotisme de MM. les sénateurs.

L'espoir que nous avions d'arriver à trouver de l'écho dans l'intelligence et le patriotisme des membres du Sénat était fondé sur deux considérations:

D'abord nous attendions que les sénateurs exprimés comprennent que la lutte entreprise ne pouvait avoir d'autre effet que de provoquer l'incertitude et le doute dans le sein de l'autre Corps législatif, qui, à son tour, se sentait paralysé dans son activité par des craintes et des inquiétudes diverses.

Nous espérons ensuite que l'amour de la patrie engagerait les membres du Sénat à consacrer tout leur temps, toute leur activité et toutes leurs connaissances aux lois financières destinées à équilibrer le budget et à améliorer une situation financière qu'il était impossible, au jugement de tous, de laisser telle qu'elle est.

Toutes nos espérances ont été vaines; plusieurs lois financières n'ont pu être votées et par conséquent les budgets n'ont pu être équilibrés.

L'impuissance à former une majorité de gouvernement, les tentatives continuelles pour renverser le gouvernement et les dispositions nuisibles aux affaires de l'Etat se sont surtout manifestées à l'occasion de la motion de blâme présen-

tée à la suite de la dernière interpellation.

Cette motion n'ayant pu réunir une majorité quelconque a été suivie d'un acte aussi regrettable que significatif.

Le Sénat avait décidé, avant de commencer la discussion, que, quel que fût le résultat de l'interpellation, il ne se séparerait pas avant d'avoir voté au moins les lois relatives à l'équilibre du budget.

Cet engagement n'a pas été tenu. Ceux qui voulaient à tout prix la chute du ministère partirent après avoir échoué dans leur tentative et le Sénat ne put plus se compléter. Tout travail cessa.

En soumettant respectueusement ces faits à la haute appréciation de Votre Altesse, nous sentons le devoir de vous déclarer qu'après avoir tout souffert il ne nous est plus permis d'espérer un changement dans l'attitude du Sénat.

Nous aurions voulu, à tout prix, éviter au pays une de ces agitations inhérentes à toute dissolution.

Dans ce but, nous avons fait tout ce qui a été en notre pouvoir pour le Sénat cessât de viser pour quelque temps les ministres et ne songeât qu'aux grands intérêts du pays. Nos efforts ont été infructueux. Le Sénat, en refusant de se compléter, a laissé une situation financière des plus difficiles.

De nouvelles tentatives, comme celles que nous avions faites jusqu'à présent, ne nous conduiraient pas à un meilleur résultat et présente aient les plus graves inconvénients.

En effet, si nous avions convoqué les corps législatifs pour une session extraordinaire, après les fêtes, nous ne pouvions espérer de voir le Sénat revenir avec d'autres dispositions et le gouvernement de Votre Altesse se trouvant de nouveau en présence d'un corps qui paralysait les travaux, sans pouvoir lui-même constituer une majorité de gouvernement, se serait vu alors dans la nécessité de demander l'autorisation de faire appel au pays.

Ceci n'aurait fait qu'apporter un retard plus ou moins préjudiciable encore aux questions financières par la perte du temps qui doit s'écouler entre le moment présent et la session extraordinaire.

Dans cette situation, la solution exigée par les besoins urgents de l'Etat est un appel immédiat aux électeurs.

Cet appel aurait dû, peut-être, Monseigneur, être depuis longtemps déjà la conséquence des constatations faites par le Sénat lui-même, d'une manière indubitable et en diverses occasions que les élections d'où il émanait n'avaient pas été faites librement et légalement, et il est bien que la nation arrive à être fidèlement représentée dans ses deux corps législatifs.

Pour ces motifs, nous venons respectueusement vous prier de vouloir bien user de la prérogative constitutionnelle de Votre Altesse en accordant la dissolution du Sénat et la convocation d'un autre dans les termes prescrits par l'art. 95 de la Constitution.

Suivent les signatures des ministres.

DEPÊCHES EN DÉPÔT AU BUREAU DE PÉRA

Mois de Novembre.

Adresse	Signature	Provenance
1 F. Petridis	Estratto	Galatz
2 Christovitch	Colombo	Taganrog
3 Crifiti Astrasp	Dulaporta	Braila

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

FRANCE.

L'ARMÉE FRANÇAISE EN 1877.

En 1875, deux articles militaires publiés par la revue anglaise le *Blackwood's Magazine*, et qui dénotaient une connaissance approfondie de l'armée française, firent grand bruit dans la presse européenne. Aujourd'hui, l'auteur anonyme de ces articles revient à la charge, avec une nouvelle étude sur l'armée française en 1877. L'écrivain anglais constate les progrès faits depuis deux ans, quoiqu'il ait encore bien des lacunes et des imperfections; il tire de l'état actuel des choses cette conclusion que la France ne peut pas attaquer l'Allemagne, mais que, si elle était de nouveau envahie, elle pourrait maintenant bien se défendre. L'auteur considère le général Berthaut comme un homme d'une véritable valeur, et qui combat résolument et honnêtement les vieux abus.

« Avec le temps, dit-il, le ministre pourra réussir, mais il a encore terriblement à faire. Grand nombre des plus graves imperfections restent toujours. L'intendance, par exemple, est encore dans un état peu satisfaisant. Une loi a été faite à ce sujet; mais votée au Sénat, elle n'a pas encore été discutée à la Chambre. L'intendance est encore cette institution sans énergie que nous avons vu faisant clopin clopant son service en 1870. Elle se maintient toujours dans sa débilite immémoriale et garde ses défauts héréditaires. Même aux dernières manœuvres, où chaque mouvement de troupes était exactement connu à l'avance, l'intendance a tenu à prouver que ce serait un malheur pour elle de faire proprement son service; aussi, fidèle à ses traditions, a-t-elle laissé parler les troupes sans approvisionnements et sans vivres.

« Il est consolant, ajoute l'écrivain, de pouvoir tourner ses regards d'un autre côté et de reconnaître que dans certains services les progrès sont prodigieux. La tactique a été entièrement changée; et dans une armée du monde, la substitution de l'ordre dispersé aux masses profondes n'est capable de produire de meilleurs résultats. Le nouveau règlement des manœuvres est considéré comme le meilleur qui soit en Europe. Il convient admirablement au tempérament du soldat français et lui permet d'exercer toutes ses qualités personnelles. Si ce règlement avait été mis en pratique les 14 et 16 août 1870, les batailles de Borny et de Rezonville eussent pu être des victoires pour la France. Le matériel est en fin presque entièrement renouvelé. Les fortifications et les camps retranchés construits pour défendre la frontière sont presque finis; et quelques-uns d'entre eux sont déjà armés et approvisionnés pour un siège. Les forts les plus essentiels qui forment la ceinture de Paris sont terminés, armés, et quelques-uns ont déjà leur garnison.

Après un aperçu sur la mobilisation, l'écrivain anglais critique la loi relative à l'armée territoriale; cette loi devrait être remaniée et surtout rendue plus compréhensible.

« Ainsi, dit-il, deux mots parfaitement distincts, domicile et résidence, sont employés continuellement sans qu'on en donne aucune explication.

« D'après la loi, il y a deux sortes de justice militaire: une pour l'armée active et une autre pour l'armée territoriale; exemple: si une forteresse est rendue par un officier de l'armée régulière, cet officier est passible de la peine de mort; mais si la capitulation est signée par un commandant de l'armée territoriale, ce dernier peut seulement être condamné à l'emprisonnement. Ce qui est crime dans un cas devient délit dans l'autre.

« De plus, tandis que le Code de justice militaire adopte le principe absolu de ne jamais admettre de circonstances atténuantes pour les offenses militaires, la loi de 1875 les admet dans certains cas. Et tout cela est en contradiction complète avec l'organisation générale de la loi qui déclare (art. 35) que l'armée territoriale, quand elle est mobilisée, est soumise aux lois et aux règlements de l'armée active.

« Étant donnée la formation de l'armée en vue d'une guerre, l'écrivain militaire anglais trouve insuffisant le service de l'artillerie de forteresse.

« Dans leur artillerie de forteresse, les Français ont encore beaucoup à faire; chacune des dix-neuf brigades d'artillerie contient trois batteries à pied, ce qui fait en tout cinquante-sept batteries. C'est alors avec les hommes de ces cinquante-sept batteries que l'armée française se croit capable de défendre les immenses ouvrages construits à un prix si élevé. Il y a là une de ces étranges négligences, pourquoi donc le point essentiel a-t-il été négligé? Pourquoi, après six années d'organisation, la France n'est-elle pas encore capable de compléter la défense de ses remparts? Le mélange de batteries de campagne et de batteries de siège dans le même régiment est une erreur inexcusable. Elles devraient être deux ou trois fois plus nombreuses. Jusqu'à ce que cela soit fait, la question pratique de la défense restera quelque peu douteuse, car quoiqu'on dise que les marins peuvent être appelés pour servir les batteries, cependant à un point de vue militaire, cette solution ne règle rien.

L'article traite ensuite avec une compétence remarquable la question des officiers territoriaux:

« Quant aux officiers de l'armée territoriale, la situation n'est pas très-satisfaisante. A peu près les deux tiers sont seulement nommés (8,000 sur 2,000). Ils ont été choisis après un sérieux examen, et, étant pour la plupart d'anciens officiers de l'armée active, ils feront un bon service.

« Mais les candidats sont devenus difficiles à trouver, aussi bien pour les régiments de l'armée territoriale que pour la réserve. Il est absolument interdit aux officiers de porter leur uniforme hors du service. Alors les candidats qui venaient de se promener en pantalon rouge ont vu leur rêve s'évanouir, et il en est résulté pour eux une désagréable déception. En outre, la plupart des grands établissements industriels et financiers, la Banque de France en tête, ont déclaré à leurs employés que si l'un d'eux acceptait un grade dans la réserve ou dans l'armée territoriale, il recevrait immédiatement sa démission. Il résulte de tout ceci que par la défense de porter l'uniforme en dehors du service, tous les aspirants à ce glorieux honneur ont été découragés; en obligeant les officiers à payer leurs armes et leur équipement, on a éloigné ceux qui sont sans fortune (et ils sont nombreux), et en proclamant l'incompatibilité entre l'emploi de bureau et le militaire, on a rejeté une grande partie de la petite bourgeoisie.

« Il en résulte que l'enthousiasme de 1873, — alors qu'une foule d'individus de tous rangs demandaient à être officiers de la territoriale — a disparu en 1874. En 1875, il a fallu diminuer les difficultés d'admission: des sous-officiers de la mobile ont été admis à passer leurs examens pour l'artillerie de la réserve, et peu de temps après, la même mesure a été étendue à toutes les armes. On a toujours déclaré que cet examen serait le dernier, et que la liste d'admission était sur le point d'être close; mais d'autres examens ont néanmoins suivi. Les difficultés ont été de plus en plus aplanies, et, pourtant, le mois dernier, le *Journal officiel de l'armée* publiait un nouveau programme moins complet encore que les précédents, pour une autre série d'examens en avril.

« Cela n'empêche pas pourtant, ajoute l'auteur, que si la guerre était déclarée, l'armée territoriale rendrait de précieux services; les officiers viendraient en foule. Les ressources de la France ne seraient pas limitées à l'armée active et à ses réserves; les troupes territoriales auraient bientôt une valeur acquise et présenteraient un bien autre aspect que les mobiles de 1870.

L'article énumère enfin les combattants dont la France pourrait disposer à l'heure où nous sommes:

Armée de campagne	455,000 hommes
Camps et garnisons	210,000 —
Troupes non enrégimentées	325,000 —
Hommes dans les dépôts	310,000 —
Total de l'armée active	4,300,000 —
Gardes-côtes, gardes forestiers	25,000 —
Armée territoriale	500,000 —

Total général... 4,825,000 hommes

La moitié de cet effectif pourrait être prête en trois semaines; le reste arriverait successivement. Voici la conclusion que tire le *Blackwood's Magazine* des réflexions qu'il vient de présenter sur l'état de la réorganisation militaire en France:

« Si l'Allemagne renouvelait encore les menaces proférées il y a deux ans, la France n'aurait plus besoin de recourir à l'intervention de l'Europe; elle accepterait assurément cette intervention avec gratitude, dans le but d'éviter la guerre, mais elle n'en aurait plus aussi impérieusement besoin qu'en 1875. Si une autre menace se produisait demain, elle est dans une situation qui lui permet de se protéger elle-même d'une façon efficace.

« Il ne serait plus question pour elle de retirer ses armées derrière la Loire et de laisser l'étranger envahir ses provinces.

« Si l'Allemagne manifestait le désir d'acabler la France avant qu'elle ne soit prête au combat, la France cette fois pourrait la regarder froidement en face et lui répondre, consciente de sa force:

« — Il est trop tard.

Nous n'avons plus qu'à exprimer le vœu que cette éventualité ne se lève jamais sur nos têtes. Une ère de paix semble commencer pour l'Europe: puisse-t-elle rendre à la politique des armements!

(Europe diplomatique.)

REVUE SCIENTIFIQUE.

Sommaire du numéro 38 (17 mars 1877). L'assistance hospitalière à Paris, par M. U. TUGAT. L'art dans les temps géologiques, par M. G. de MORTILLET. L'armée russe du Danube. — Société des agriculteurs de France, session de 1877. — Les bois, d'après MM. E. Dupont et Bouquet de la Grye. — Académie des sciences de Paris. — Bibliographie scientifique. — Chronique scientifique.

Ce qui suit a paru hier dans notre édition du soir:

NOUVELLES DU JOUR.

Télégramme adressé à S. Exc. le ministre de l'intérieur par le mutessarif de Trikkala, en date du 6 avril courant:

Le chef de brigands Pétropavlo, qui s'est évadé dernièrement des prisons de Grèce, où il était détenu, a passé la frontière dans ce mutessariflik et est parvenu à recruter quelques malfaiteurs et à former une bande dont il a pris la direction.

Ces jours derniers, cette bande s'est présentée à la ferme de Sari-Kaya avec des intentions hostiles, mais les zaptiés, qui veillaient, tuèrent le premier brigand qui se présenta. Pétropavlo, ne jugeant pas l'occasion favorable pour se livrer à des déprédations, prit la fuite avec ses camarades.

Renseignements pris sur sa direction et ses projets, je me suis porté de ce côté, de Yeni-Chehr, avec des forces suffisantes et, grâce à des dispositions prudentes et des recherches minutieuses, nous avons surpris Pétropavlo avec ses compagnons. Je l'ai sommé de se rendre prisonnier mais, sur son refus, trois de ses hommes tombèrent morts sous nos balles. Un seul brigand fut pris vivant.

Depuis cet heureux résultat, j'ai appris qu'une autre bande de 4 ou 5 individus existe dans les environs; mais, à cause des fêtes de Pâques, je n'ai pas cru devoir faire des tournées dans les villages par nos soldats. Je prends toutes les mesures nécessaires pour m'assurer bientôt de leurs personnes, sans troubler les villageois dans leurs fêtes religieuses.

J'ai donné au vali tous les renseignements ci-dessus.

S. M. le Sultan vient d'accorder l'amnistie au cheikh Feim effendi, au frère de celui-ci, cheikh Ali effendi et à Lakh Ali effendi,

Une dépêche d'Alexandrie annonce la mort de M. Saccopoulou, juge hellène près les tribunaux internationaux d'Egypte.

Le *Vakif* apprend que, ces jours derniers, quelques forêts situées dans la circonscription du caïmakamlik de Beïkos ont été brûlées. Les arbres qui ont été détruits représentaient une valeur qui, d'après une évaluation approximative, ne serait pas inférieure à 5 ou 6000 livres turques.

Une station télégraphique vient d'être établie à Izladi, district de Sofia.

Les journaux d'Alexandrie contiennent les nominations suivantes.

S. Exc. Hassan Helmy pacha a été nommé mudir de la province de Ménoufieh;

S. Exc. Mohamed Rida pacha, qui était mudir de Ménoufieh, a été nommé lieutenant général de brigade des régiments de cavalerie de la garde;

Mohamed Néchét bey, directeur de l'administration des Eaux d'Alexandrie, a été nommé muavin du ministère des finances;

Moustapha Sadyk effendi, ingénieur au ministère des travaux publics, a été nommé aux fonctions de 1^{er} ingénieur à l'Ornato d'Alexandrie.

Une dépêche des Dardanelles annonce que le courrier de Trieste y a passé ce matin à 8 heures. Il entrera donc dans notre port ce soir.

ACTES OFFICIELS.

Nominations-Promotions.

Par ordonnance impériale: Le contre-amiral Hassan pacha, ex-commandant de l'escadille de l'Adriatique, est nommé commandant des bateaux-transport de la marine impériale;

Mehmed bey, capitaine de vaisseau, est nommé commandant en second du port de Constantinople.

Elias agha, notable de Débré, a été élevé au rang de *Miri-miran*;

Vahib bey, notable de Leskovik, est promu au même rang.

PARLEMENT.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Présidence d'AHMED VÉNIK PACHA
Séance publique de mercredi, 27 Rébi-ul-Ezel (11 avril.)

La séance est ouverte à 4 heures à la turque. Peu de monde dans les tribunes du public et des journalistes.

Sur les bancs du ministère on remarque le ministre de la justice, Assym pacha, le ministre du commerce, Ohannès effendi Tchamich, et Ibrahim pacha, vice-président du Conseil d'Etat, section législative. Quelques instants après l'ouverture, on voit venir le ministre des finances, Yousouf pacha.

Le président invite le secrétaire de la présidence Muntir bey à donner lecture du procès-verbal de la séance publique de samedi dernier.

A la fin de la lecture, qui a duré plus de 20 minutes, le président s'informe s'il y a des observations.

La Chambre. — C'est très-bien. Le procès-verbal est approuvé.

Le président. — Nous passons à l'ordre du jour, en seconde lecture, la continuation du projet de loi sur les vilayets.

Un des rapporteurs commence la lecture en débutant par le titre II, chapitre 2, relatif aux conseils d'administration des districts (Cazas).

Ce chapitre commence par l'art. 24. Il est ainsi conçu:

Dans chaque chef-lieu de caza il y a un conseil placé sous la présidence du sous-gouverneur (caïmakam). Ce conseil est composé de membres, au nombre de quatre, élus par le peuple. La moitié de ces membres sont des musulmans et l'autre moitié des non-musulmans. Le mufti de la localité, les chefs religieux des communautés non-musulmanes, le mal-mudir (préposé aux finances), et le chef de la correspondance (tahrirat-mudiri) sont de droit membres du conseil.

Rassim bey, rapporteur de la commission, monte à la tribune. Il lit le résultat des délibérations de la commission sur cet article. La conclusion est que le mufti effendi, les chefs religieux des communautés non-musulmanes et le mal-mudir ne doivent pas être membres de droit du conseil administratif. Seuls le sous-gouverneur et le chef de la correspondance peuvent siéger comme membres de droit à côté des membres élus.

Rassim bey, après avoir fait ressortir les raisons qui ont prévalu au sein de la commission, ajoute que cette décision a été prise par 8 voix contre 7.

Le président. — La Chambre a-t-elle d'observations à faire sur cet article?

Vassilaki bey Sarakioti. — J'ai deux objections à faire au sujet de cet article. La première concerne les membres élus qui d'après le projet, doivent être moitié musulmans et moitié non-musulmans. Lors de la discussion de l'art 9 du projet, j'ai émis mon opinion sur ce sujet. Comme il a été décidé alors d'attendre, en ce qui concerne cette question, l'avis du ministère ou des rédacteurs du projet, je passe à la seconde objection. Je ne vois point la nécessité de la présence dans les conseils d'administration du mufti du chef de la correspondance et du mal-mudir. Ce sont des fonctionnaires rétribués par le gouvernement et ayant chacun des fonctions fixes. Qu'ils vaquent à leurs affaires, mais qu'ils ne se mêlent pas de celles du Conseil d'administration.

Je pense de même pour les chefs religieux des communautés non-musulmanes. Ils n'ont rien à faire avec les questions relatives à l'administration. Mon opinion est que les conseils d'administration doivent être composés exclusivement de membres élus par la population.

Le président. — Votre avis est conforme aux conclusions de la commission. La Chambre a-t-elle quelque objection à faire?

Nakki effendi de Jannina. — Je ne suis pas du même avis que le préopinant. Le mufti, le mal, les fonctionnaires du gouvernement doivent rester membres du conseil. Pour plusieurs raisons leur présence est nécessaire. Le mufti et le mal sont les gardiens de la loi et les fonctionnaires doivent siéger parce qu'ils sont au courant des affaires qui se traitent dans les conseils. Quant aux chefs religieux des communautés non-musulmanes je ne pense pas qu'ils soient indispensables dans les conseils. Toutes les fois qu'il y a nécessité ils pourront être invités à assister aux conseils. A mon avis, l'article devrait être modifié en ce sens.

Le président. — Quant à ce, personne ne s'y oppose. Comme tous les autres citoyens, ils pourront certes siéger dans les conseils comme membres élus.

Siméonaki effendi de Konieh. — Il parle longuement et combat l'idée que le mufti effendi et le mal soient de quelque utilité dans un conseil qui ne connaît que des affaires administratives et où ces fonctionnaires n'auraient aucune loi à interpréter, les attributions de ces conseils étant fixées par un règlement spécial. Toutefois, il est d'avis que si l'on y admet le mufti, le mal et les autres fonctionnaires, il ne voit pas la raison pour laquelle on voudrait exclure les chefs religieux, qui, en somme, sont aussi nécessaires que le mufti et les autres.

Vassilaki bey Sarakioti. — On parle du nizam et de l'interprétation des lois. Les conseils d'administration ne jugent pas d'après le *chérit*, il n'y aura point de besogne pour le mufti effendi. Du reste, si le conseil a quelque doute il peut s'adresser directement au ministère de la justice.

Le Hadja Moustapha effendi, député de Kozan, pense que l'exclusion du mufti effendi d'un conseil est choquante. Il prie les députés chrétiens de ne pas y insister. Il ne se préoccupe pas des autres fonctionnaires et même des chefs religieux des communautés. Il dépend de la Chambre de les admettre ou de les exclure, mais il est pour l'admission du mufti effendi. Il réitère sa recommandation aux opposants et demande que l'on consulte immédiatement la Chambre sur cette question.

Nicolaki effendi Nakach de Beyrouth — Je suis du même avis que la commission. Mais si l'article devait être modifié dans le sens de l'exclusion des fonctionnaires du gouvernement et des autres membres de droit, je pense qu'il y aurait lieu d'augmenter le nombre des membres élus. Dans ce cas les membres, au lieu de quatre, devraient être au nombre de six.

Le président fait prendre note de cette proposition qui sera discutée au cas où l'article serait modifié.

Le président. — A une exception près votre opinion est que les conseils doivent être composés de membres élus. Vous êtes contre l'idée admettant des membres de droit et, en cela, vous êtes presque du même avis que la commission.

Hadji Ahmet effendi n'est pas d'avis que le mufti puisse être exclu des conseils où il a siégé de tout temps. Pour les autres membres de droit il n'y tient pas, mais quand au mufti, il répète que sa présence est indispensable dans les conseils.

Vassilaki bey Sarakioti. — Ma réponse aux préopinants sera courte. On parle de la nécessité qu'il y a que ces fonctionnaires siègent dans les conseils, les uns comme gardiens de la loi, les autres comme étant au courant des affaires gouvernementales. Cet argument n'est pas puissant. Si le conseil a besoin de leurs offices, il peut les appeler et prendre leur avis ou leur demander des informations et des explications.

Hussien Beyhoun effendi, de Beyrouth, commence par dire que tous ces fonctionnaires sont nécessaires dans le conseil et que lui-même, ayant servi comme conseiller, est convaincu de ce qu'il avance. Quant aux chefs religieux des communautés non-musulmanes, bien que nécessaires aussi dans les conseils, ils peuvent sans inconvénient en être exclus, pourvu qu'ils n'aient pas été élus par la population.

Le président. — Quant à ce, personne ne s'y oppose. Comme tous les autres citoyens, ils pourront certes siéger dans les conseils comme membres élus.

Siméonaki effendi de Konieh. — Il parle longuement et combat l'idée que le mufti effendi et le mal soient de quelque utilité dans un conseil qui ne connaît que des affaires administratives et où ces fonctionnaires n'auraient aucune loi à interpréter, les attributions de ces conseils étant fixées par un règlement spécial. Toutefois, il est d'avis que si l'on y admet le mufti, le mal et les autres fonctionnaires, il ne voit pas la raison pour laquelle on voudrait exclure les chefs religieux, qui, en somme, sont aussi nécessaires que le mufti et les autres.

Vassilaki bey Sarakioti. — On parle du nizam et de l'interprétation des lois. Les conseils d'administration ne jugent pas d'après le *chérit*, il n'y aura point de besogne pour le mufti effendi. Du reste, si le conseil a quelque doute il peut s'adresser directement au ministère de la justice.

Le Hadja Moustapha effendi, député de Kozan, pense que l'exclusion du mufti effendi d'un conseil est choquante. Il prie les députés chrétiens de ne pas y insister. Il ne se préoccupe pas des autres fonctionnaires et même des chefs religieux des communautés. Il dépend de la Chambre de les admettre ou de les exclure, mais il est pour l'admission du mufti effendi. Il réitère sa recommandation aux opposants et demande que l'on consulte immédiatement la Chambre sur cette question.

Nicolaki effendi Nakach de Beyrouth — Je suis du même avis que la commission. Mais si l'article devait être modifié dans le sens de l'exclusion des fonctionnaires du gouvernement et des autres membres de droit, je pense qu'il y aurait lieu d'augmenter le nombre des membres élus. Dans ce cas les membres, au lieu de quatre, devraient être au nombre de six.

Le président fait prendre note de cette proposition qui sera discutée au cas où l'article serait modifié.

Siméonaki effendi de Konieh. — Il parle longuement et combat l'idée que le mufti effendi et le mal soient de quelque utilité dans un conseil qui ne connaît que des affaires administratives et où ces fonctionnaires n'auraient aucune loi à interpréter, les attributions de ces conseils étant fixées par un règlement spécial. Toutefois, il est d'avis que si l'on y admet le mufti, le mal et les autres fonctionnaires, il ne voit pas la raison pour laquelle on voudrait exclure les chefs religieux, qui, en somme, sont aussi nécessaires que le mufti et les autres.

Vassilaki bey Sarakioti. — On parle du nizam et de l'interprétation des lois. Les conseils d'administration ne jugent pas d'après le *chérit*, il n'y aura point de besogne pour le mufti effendi. Du reste, si le conseil a quelque doute il peut s'adresser directement au ministère de la justice.

Le Hadja Moustapha effendi, député de Kozan, pense que l'exclusion du mufti effendi d'un conseil est choquante. Il prie les députés chrétiens de ne pas y insister. Il ne se préoccupe pas des autres fonctionnaires et même des chefs religieux des communautés. Il dépend de la Chambre de les admettre ou de les exclure, mais il est pour l'admission du mufti effendi. Il réitère sa recommandation aux opposants et demande que l'on consulte immédiatement la Chambre sur cette question.

Nicolaki effendi Nakach de Beyrouth — Je suis du même avis que la commission. Mais si l'article devait être modifié dans le sens de l'exclusion des fonctionnaires du gouvernement et des autres membres de droit, je pense qu'il y aurait lieu d'augmenter le nombre des membres élus. Dans ce cas les membres, au lieu de quatre, devraient être au nombre de six.

Le président fait prendre note de cette proposition qui sera discutée au cas où l'article serait modifié.

Siméonaki effendi de Konieh. — Il parle longuement et combat l'idée que le mufti effendi et le mal soient de quelque utilité dans un conseil qui ne connaît que des affaires administratives et où ces fonctionnaires n'auraient aucune loi à interpréter, les attributions de ces conseils étant fixées par un règlement spécial. Toutefois, il est d'avis que si l'on y admet le mufti, le mal et les autres fonctionnaires, il ne voit pas la raison pour laquelle on voudrait exclure les chefs religieux, qui, en somme, sont aussi nécessaires que le mufti et les autres.

Vassilaki bey Sarakioti. — On parle du nizam et de l'interprétation des lois. Les conseils d'administration ne jugent pas d'après le *chérit*, il n'y aura point de besogne pour le mufti effendi. Du reste, si le conseil a quelque doute il peut s'adresser directement au ministère de la justice.

Le Hadja Moustapha effendi, député de Kozan, pense que l'exclusion du mufti effendi d'un conseil est choquante. Il prie les députés chrétiens de ne pas y insister. Il ne se préoccupe pas des autres fonctionnaires et même des chefs religieux des communautés. Il dépend de la Chambre de les admettre ou de les exclure, mais il est pour l'admission du mufti effendi. Il réitère sa recommandation aux opposants et demande que l'on consulte immédiatement la Chambre sur cette question.

Nicolaki effendi Nakach de Beyrouth — Je suis du même avis que la commission. Mais si l'article devait être modifié dans le sens de l'exclusion des fonctionnaires du gouvernement et des autres membres de droit, je pense qu'il y aurait lieu d'augmenter le nombre des membres élus. Dans ce cas les membres, au lieu de quatre, devraient être au nombre de six.

Le président fait prendre note de cette proposition qui sera discutée au cas où l'article serait modifié.

Siméonaki effendi de Konieh. — Il parle longuement et combat l'idée que le mufti effendi et le mal soient de quelque utilité dans un conseil qui ne connaît que des affaires administratives et où ces fonctionnaires n'auraient aucune loi à interpréter, les attributions de ces conseils étant fixées par un règlement spécial. Toutefois, il est d'avis que si l'on y admet le mufti, le mal et les autres fonctionnaires, il ne voit pas la raison pour laquelle on voudrait exclure les chefs religieux, qui, en somme, sont aussi nécessaires que le mufti et les autres.

Vassilaki bey Sarakioti. — On parle du nizam et de l'interprétation des lois. Les conseils d'administration ne jugent pas d'après le *chérit*, il n'y aura point de besogne pour le mufti effendi. Du reste, si le conseil a quelque doute il peut s'adresser directement au ministère de la justice.

Le Hadja Moustapha effendi, député de Kozan, pense que l'exclusion du mufti effendi d'un conseil est choquante. Il prie les députés chrétiens de ne pas y insister. Il ne se préoccupe pas des autres fonctionnaires et même des chefs religieux des communautés. Il dépend de la Chambre de les admettre ou de les exclure, mais il est pour l'admission du mufti effendi. Il réitère sa recommandation aux opposants et demande que l'on consulte immédiatement la Chambre sur cette question.

Nicolaki effendi Nakach de Beyrouth — Je suis du même avis que la commission. Mais si l'article devait être modifié dans le sens de l'exclusion des fonctionnaires du gouvernement et des autres membres de droit, je pense qu'il y aurait lieu d'augmenter le nombre des membres élus. Dans ce cas les membres, au lieu de quatre, devraient être au nombre de six.

Le président fait prendre note de cette proposition qui sera discutée au cas où l'article serait modifié.

Siméonaki effendi de Konieh. — Il parle longuement et combat l'idée que le mufti effendi et le mal soient de quelque utilité dans un conseil qui ne connaît que des affaires administratives et où ces fonctionnaires n'auraient aucune loi à interpréter, les attributions de ces conseils étant fixées par un règlement spécial. Toutefois, il est d'avis que si l'on y admet le mufti, le mal et les autres fonctionnaires, il ne voit pas la raison pour laquelle on voudrait exclure les chefs religieux, qui, en somme, sont aussi nécessaires que le mufti et les autres.

Vassilaki bey Sarakioti. — On parle du nizam et de l'interprétation des lois. Les conseils d'administration ne jugent pas d'après le *chérit*, il n'y aura point de besogne pour le mufti effendi. Du reste, si le conseil a quelque doute il peut s'adresser directement au ministère de la justice.

Le Hadja Moustapha effendi, député de Kozan, pense que l'exclusion du mufti effendi d'un conseil est choquante. Il prie les députés chrétiens de ne pas y insister. Il ne se préoccupe pas des autres fonctionnaires et même des chefs religieux des communautés. Il dépend de la Chambre de les admettre ou de les exclure, mais il est pour l'admission du mufti effendi. Il réitère sa recommandation aux opposants et demande que l'on consulte immédiatement la Chambre sur cette question.

Nicolaki effendi Nakach de Beyrouth — Je suis du même avis que la commission. Mais si l'article devait être modifié dans le sens de l'exclusion des fonctionnaires du gouvernement et des autres membres de droit, je pense qu'il y aurait lieu d'augmenter le nombre des membres élus. Dans ce cas les membres, au lieu de quatre, devraient être au nombre de six.

Le président fait prendre note de cette proposition qui sera discutée au cas où l'article serait modifié.

Siméonaki effendi de Konieh. — Il parle longuement et combat l'idée que le mufti effendi et le mal soient de quelque utilité dans un conseil qui ne connaît que des affaires administratives et où ces fonctionnaires n'auraient aucune loi à interpréter, les attributions de ces conseils étant fixées par un règlement spécial. Toutefois, il est d'avis que si l'on y admet le mufti, le mal et les autres fonctionnaires, il ne voit pas la raison pour laquelle on voudrait exclure les chefs religieux, qui, en somme, sont aussi nécessaires que le mufti et les autres.

Vassilaki bey Sarakioti. — On parle du nizam et de l'interprétation des lois. Les conseils d'administration ne jugent pas d'après le *chérit*, il n'y aura point de besogne pour le mufti effendi. Du reste, si le conseil a quelque doute il peut s'adresser directement au ministère de la justice.

Le Hadja Moustapha effendi, député de Kozan, pense que l'exclusion du mufti effendi d'un conseil est choquante. Il prie les députés chrétiens de ne pas y insister. Il ne se préoccupe pas des autres fonctionnaires et même des chefs religieux des communautés. Il dépend de la Chambre de les admettre ou de les exclure, mais il est pour l'admission du mufti effendi. Il réitère sa recommandation aux opposants et demande que l'on consulte immédiatement la Chambre sur cette question.

Nicolaki effendi Nakach de Beyrouth — Je suis du même avis que la commission. Mais si l'article devait être modifié dans le sens de l'exclusion des fonctionnaires du gouvernement et des autres membres de droit, je pense qu'il y aurait lieu d'augmenter le nombre des membres élus. Dans ce cas les membres, au lieu de quatre, devraient être au nombre de six.

Le président fait prendre note de cette proposition qui sera discutée au cas où l'article serait modifié.

Siméonaki effendi de Konieh. — Il parle longuement et combat l'idée que le mufti effendi et le mal soient de quelque utilité dans un conseil qui ne connaît que des affaires administratives et où ces fonctionnaires n'auraient aucune loi à interpréter, les attributions de ces conseils étant fixées par un règlement spécial. Toutefois, il est d'avis que si l'on y admet le mufti, le mal et les autres fonctionnaires, il ne voit pas la raison pour laquelle on voudrait exclure les chefs religieux, qui, en somme, sont aussi nécessaires que le mufti et les autres.

Vassilaki bey Sarakioti. — On parle du nizam et de l'interprétation des lois. Les conseils d'administration ne jugent pas d'après le *chérit*, il n'y aura point de besogne pour le mufti effendi. Du reste, si le conseil a quelque doute il peut s'adresser directement au ministère de la justice.

Le Hadja Moustapha effendi, député de Kozan, pense que l'exclusion du mufti effendi d'un conseil est choquante. Il prie les députés chrétiens de ne pas y insister. Il ne se préoccupe pas des autres fonctionnaires et même des chefs religieux des communautés. Il dépend de la Chambre de les admettre ou de les exclure, mais il est pour l'admission du mufti effendi. Il réitère sa recommandation aux opposants et demande que l'on consulte immédiatement la Chambre sur cette question.

Ibrahim pacha approuve cette modification. On passe à la lecture de l'art. 26 qui traite de la formation des conseils spéciaux que chaque communauté aura pour la gestion de ses propres affaires. Cet article ne soulève pas d'objections sérieuses. Un membre musulman entreprend la lecture d'un discours sur cet article. Le président, à cause de la longueur, invite ce député à déposer son écrit, afin qu'il soit étudié par la commission.

Le secrétaire reprend la lecture du projet à l'art. 27 ainsi conçu:

La direction des affaires civiles, financières et de police est confiée dans chaque sandjak (arrondissement) à un mutessarif, nommé par l'administration impériale et relevant du gouverneur général (Vali). Le mutessarif a pour devoirs d'appliquer et d'exécuter dans son arrondissement tous les ordres du gouvernement impérial ainsi que ceux qu'il recevra par écrit du gouverneur général, et de veiller à toutes les affaires intérieures de son arrondissement en tant qu'elles sont de sa compétence.

Rassim bey, rapporteur, dit que la commission conseille d'ajouter le mot *Nizam* (conformément à la loi) à la dernière phrase: en tant qu'elles sont de sa compétence.

Ibrahim pacha. — Pek-Aala.

L'article 27 concerne les mutessarifs (comptables). Voici sa traduction:

Les affaires financières et de comptabilité des sandjaks sont confiées à un mutessarif (comptable). Celui-ci relève du mutessarif, mais en ce qui concerne la comptabilité, il s'adresse au defterdar (intendant des finances) du vilayet.

Rassim bey, rapporteur, monte à la tribune et lit les conclusions de la commission sur cet article. La commission pense que le mutessarif doit avoir la faculté d'adresser directement ses états de comptes au ministère des finances au lieu de les envoyer par le canal du defterdar. De cette manière le service est simplifié et les retards sont évités. La commission conclut pour la modification de l'article dans le sens indiqué.

Le président pense que la Chambre pourrait demander sur cette question l'avis du ministre des finances présent à la séance.

Yousouf pacha, ministre des finances, explique les rouages du ministère et pense que les états et remises des sandjaks pourront être expédiés directement mais que ces envois doivent toujours être enregistrés dans le bureau de comptabilité du chef-lieu du vilayet, dirigé par le defterdar.

Yénichekiri-zade Ahmed effendi demande si ce nouveau mode de procéder n'entraînerait pas une augmentation des dépenses.

Nakach effendi et quelques autres députés parlent successivement pour et contre cette proposition, et Rassim bey revient de nouveau à la tribune pour expliquer plus longuement les raisons qui ont prévalu dans la décision de la commission. Il s'acquiesce de cette tâche avec une habileté remarquable et conclut pour l'opportunité des postes de defterdars, de la suppression desquels résulterait une économie importante.

Le président demande au ministre s'il ne croit pas opportun d'envoyer à la commission par écrit l'avis du ministère.

Yousouf pacha. — Très-bien! mais dès à présent je crois devoir observer que par la suppression du poste de defterdars nous bouleversons tout le système. C'est comme si nous faisions gouverner un vilayet par un mutessarif.

L'art. 29 précise la responsabilité des comptables et traite du bureau de comptabilité qui doit être dirigé suivant le mode qui sera prescrit par le defterdar.

Endjumen effendi, député de Constantinople, prend la parole pour établir la contradiction qui existe entre cet article et l'article 27. Il propose l'amendement de ces articles. Son discours étant écrit, il le dépose au bureau sur l'invitation du président, afin que sa proposition soit examinée par la commission.

Les art. 30 et 31 traitant du bureau de la correspondance et de la gendarmerie de l'arrondissement sont approuvés sans la moindre objection.

L'art. 32 qui a trait à la formation des conseils administratifs des sandjaks est ainsi conçu:

Un conseil d'administration siège, sous la présidence du mutessarif, dans le chef-lieu de chaque sandjak. Il est composé de six membres élus dont la moitié musulmans et l'autre moitié non-musulmans. Le mufti de la localité, les chefs religieux des communautés non-musulmanes, le comptable et le chef de la correspondance sont membres de droit. En cas d'absence du gouverneur, le conseil est présidé par la personne qui sera désignée par le gouverneur.

Tchanaka effendi, député de Jannina, demande la parole pour réclamer de nouveau contre la phrase de musulmans et non-musulmans.

Le président. — C'est inutile. Lorsque cette question sera définitivement décidée, tous les articles y relatifs du projet seront corrigés en conséquence.

Rassim bey dit que la commission est d'avis que le comptable doit être exclu de la présidence du conseil en cas d'absence du gouverneur.

Ibrahim pacha. — Oui! C'est bien. Quant à moi je n'y vois aucun inconvénient. Nous pouvons aussi demander l'avis du ministère.

Le président. — Oui! D'ailleurs nous sommes encore à la seconde lecture.

L'art. 34 fixe les jours de réunion du conseil. Il est adopté.

Le titre suivant traite des fonctionnaires du chef-lieu de vilayet.

Le premier article de ce titre qui est l'art. 35 est ainsi conçu:

La haute gestion des affaires civiles, financières et de police du vilayet est confiée à un vali nommé par l'administration impériale. Le vali est chargé de l'application et de l'exécution de tous les ordres du gouvernement central et gère les affaires intérieures du vilayet dans les limites de sa compétence. Dans les vilayets où le gouvernement impérial le jugera nécessaire, le vali a sous ses ordres un adjoint (mustéchar).

Pavlos effendi, député de Brousse, propose que la nomination des mustéchars soit généralisée dans tous les vilayets.

Rassim bey réplique en émettant l'avis de la commission qui a trouvé parfaite la teneur de l'article, attendu, dit-il, qu'il y a des vilayets peu importants et petits, comme par exemple le vilayet de Castamouni, où il n'y a point nécessité d'un mustéchar.

Vassilaki bey Sarakioti propose la suppression des postes de mustéchar qu'il considère comme des sinecures d'autant plus, a-t-il ajouté, que dans l'article suivant, où il est question de l'interim du vali, il n'est pas même dit que c'est le mustéchar qui remplace provisoirement le vali.

Nakach effendi lit de son côté un discours sur le même sujet. Ses conclusions sont défavorables aux mustéchars.

Un des rédacteurs du projet de loi fait remarquer que la Chambre ne connaissant pas encore les attributions des mustéchars ne peut pas préjuger de l'opportunité ou non de ces postes.

Le président lève la séance publique à 6 h. et demie environ en annonçant aux députés qu'après deux heures ils seront réunis en séance à 10 heures.

BOURSE

COURS DES FONDS

GALATA, le 12 Avril 1877.

Ouv. du m.	P. 42 9
Hausse	» 42 12
Baisse	» 42 7
Après midi	» 42 8
Clôt. du soir	» 42 12
Après Bourse	» 42 16
Actions Société Générale Cp. dét. L.S.	3 5
» de la Société de change et val.	» 2 10
» de la Banque de Cons/ple.	» 3 15
» du Crédit Général	» L.T. 2 22
Tramways	» 4 50
Laurium Cp. dét.	» Fr. 70 —
Crédit Hellénique	» 115 —
Obligations des Chemins de fer	» 62 —
1863 Cp. dét.	» 65 —
1865	» 65 —
1869 Cp. dét.	» 58 —
1872	» 20 —
1873	» 56 —

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres)

Livre anglaise	P. 109 32
Pièce de 20 francs	» 87 28
Impérial russe	» 89 38
Ducat (Crimée)	» 41 27
Médjidié blanc (différence)	» 41 45
Bechlik	» 112 20
Métallique	» 111 —
En papier monnaie	» 162 10
Cuivre	» 470 —
Change sur Londres	» 410 10
» Paris	» 22 80

TOUVEMENT DE PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.
Constantinople, le 11 Avril 1877.

De Malte anglais *Wage* cap. Dowall lest pour Galatz agent Gichrist.
De Port Saïd anglais *Standard* cap. Johnson lest pour Taganrog agent Ridley.
De Newport anglais *Whitcal* cap. Mills charbon pour Consple agent Heald.
De Marseille français *Afrigue* cap. Rolland marchandises et passagers agence Fraissinet.
De Newcastle anglais *India* cap. Wetherell charbon pour Consple agent Keay.

DÉPARTS DES VAPEURS
Pour Trieste russe *Kathia* cap. Tomovich suit de Kertch.
Pour Marseille français *Cambridge* cap. Allegre marchandises et passagers.

ARRIVÉES DES VOILIERS

SERVICE DIRECT POUR VOYAGEURS ET BAGAGES

Vienne et Constantinople

SAVOIR:

des Stations **VIENNE**, Oderberg, Granitza, Cracovie, Lemberg, Czernowitz, Suczawa, Yassy, Roman, Braila, Galatz, Bucarest, (Tergovisti) et Bucarest (Filaret) d'une part—par Giurgevo (Smirna), Roustchouk et Varna à **CONSTANTINOPLE**, d'autre part; — et vice-versa pendant la Saison d'Hiver 1876-1877.

ITINÉRAIRE POUR LA SAISON D'HIVER

de VIENNE à CONSTANTINOPLE Chaque Jeu di et Dim anche.					de CONSTANTINOPLE à VIENNE Chaque Mardi et Vend redi.				
Distance en kilomètres.	STATIONS	ARRIVÉE.	DÉPART.	OBSERVATIONS	Distance en kilomètres.	STATIONS	ARRIVÉE.	DÉPART.	OBSERVATIONS
—	Vienna (Gare du N.) av. midi	h. m.	h. m.	—	145 1	Constantinople ap. midi	h. m.	h. m.	Par bateau à vap. du Lloyd.
276	Oderberg	5 21	5 36	Jonction de Breslau	234	Varna	4 30	8 —	—
—	Granitza	—	—	Berlin. Jonction de Varsovie.	458	Roustchouk	3 —	3 37	Trajet du Danube
413	Cracovie	8 52	9 24	—	460	Giurgevo (Smirna)	4 07	4 37	—
755	Lemberg	5 50	6 50	—	532	Bucarest (Filaret) G.d.Sud.	6 55	7 05	—
1021	Czernowitz	4 50	2 05	—	538	Tergovisti G.d.N.	7 25	8 15	—
1414	Suczawa	4 35	5 14	—	—	Braila	4 43	—	—
—	Jassy	—	3 25	—	—	Galatz	3 30	—	—
1215	Roman	8 09	8 45	—	1005	Roman	8 40	8 52	—
—	Galatz	—	1 20	—	—	Jassy	4 13	—	—
—	Braila	—	3 08	—	1109	Suczawa	11 50	12 44	—
1682	Bucarest-Tergovisti (G.d.N.)	8 30	8 45	—	1199	Czernowitz	3 9	3 24	—
1688	Filaret Gare du S.	9 —	9 15	—	1465	Lemberg	10 13	11 25	—
1760	Giurgevo (Smirna)	11 30	12 —	Trajet du Danube.	1807	Cracovie	7 17	7 52	—
1762	Roustchouk	12 30	1 43	—	—	Granitza	11 25	—	Jonet. p. Varsovie.
1986	Varna	8 43	10 15	Bateau à vapeur du Lloyd.	1944	Oderberg	11 11	11 21	Jonet. p. Belsau et Berlin.
2220	Constantinople	12 45	—	—	2220	Vienna	5 3 —	—	—

Durée du parcours : 73 heures 52 minutes.

Durée du parcours : 75 heures 3 minutes.

PRIX DES BILLETS ET TARIF DES BAGAGES

POUR LE PARCOURS ENTRE CONSTANTINOPLE ET	BILLET				POUR 10 KILOGRAMMES DE L'EXCÉDANT DE BAGAGES		OBSERVATIONS
	I.		II.		Francs	Cent.	
	CLASSE						
	Francs	Cent.	Francs	Cent.	Francs	Cent.	
Vienne.....	319	90	235	90	9	94	1. Une taxe fixe de 20 centimes sera perçue pour chaque Administration de chemin de fer, participante au transport, à titre d'enregistrement de bagages. 2. Pour le parcours entre Varna et Constantinople par bateau à vapeur la nourriture est comprise dans le prix du transport. 3. Les porteurs des billets à coupons II. Classe pourront faire le parcours entre Varna et Constantinople en I. Classe moyennant un billet de différence au prix de Frs. 22.50 Cent. à acheter sur le bateau. 4. Le prix de parcours entre Barbozi et Galatz n'est pas compris dans le prix des livrets à coupons, excepté ceux de Galatz à Constantinople et vice-versa. Ce prix s'élève pour l'aller, seulement: I. Cl. à Frs. 2.30 Cent. — II. Cl. Frs. 1.80 Cent.
Oderberg.....	290	10	213	40	8	72	
Granitza.....	281	50	206	95	8	35	
Cracovie.....	275	25	202	25	8	40	
Lemberg.....	234	—	171	15	6	40	
Czernowitz.....	202	15	147	15	5	40	
Suczawa.....	191	25	138	95	4	65	
Jassy.....	192	65	140	05	4	71	
Roman.....	178	75	129	60	4	43	
Braila.....	150	05	108	40	2	94	
Galatz.....	154	85	111	70	3	44	
Bucharest-Tergovisti (Gare du N.)	122	55	86	40	4	79	
» Filaret (Gare du Sud).	121	05	87	30	4	73	

Dispositions particulières.

- Les livrets à coupons délivrés aux stations sus-nommées sont valables tant pour les trains indiqués à l'itinéraire, que pour le trajet du Danube et les bateaux du Lloyd, entre Varna et Constantinople. Le trajet du Danube s'effectue en bateau à vapeur.
- Les enfants au-dessous de deux ans, tenus sur les genoux des personnes qui les accompagnent, voyagent gratis. Pour deux enfants de 2 à 10 ans, voyagent en même classe, il suffit d'un livret à coupons. Un seul enfant du même âge paie comme un adulte, mais il lui suffit pour la 1^{re} classe d'avoir un livret de II^e classe.
- Les livrets à coupons sont valables trente jours, y compris les jours de délivrement du livret et d'arrivée à la station destinataire. Chaque livret à coupons donne droit au transport gratuit de 25 kilogrammes de bagages.
- Ne seront admis au transport que les bagages des voyageurs proprement dits.
- Les équipages, chevaux, chiens, cadavres, ainsi que les objets inflammables en sont absolument exclus, de même que les transports des militaires et les trains particuliers.
- Les voyageurs seront tenus d'assister en personne à la visite de leurs bagages aux bureaux des douanes à ODERBERG, GRANITZA, SUZAWA, GIURGEVO et ROUSTCHOUK; autrement les bagages seront retenus aux douanes.
- Durant la validité des livrets à coupons les voyageurs pourront interrompre le voyage aux stations indiquées par les coupons. Les bagages pourront être enregistrés pour la station destinataire, ou pour toute autre station de coupon intermédiaire.
- Les prix des livrets, ainsi que les taxes des bagages, seront perçus en Francs. Les prix et taxes sont indiqués au tarif ci-dessus, et affichés aux tableaux des prix de parcours aux guichets des stations débiteurs.
- La prime d'assurance s'élève à 2 par mille des valeurs déclarées pour 150 kilomètres de parcours et au minimum à 25 centimes. Sur les valeurs à vapeur du Lloyd cette prime s'élève pour 250 francs, valeur déclarée à 65 centimes en hiver depuis le mois d'octobre jusqu'au mois de mars et à 53 centimes en été (depuis le mois d'avril jusqu'au mois de septembre).
- L'assurance particulière pour livraison en temps voulu ne sera pas admise.
- Les plaintes et réclamations seront adressées aux Administrations des stations débiteurs ou destinataires.
- Entre Vienne et Lemberg, ainsi qu'entre Suczawa et Bucarest les voyageurs pourront se servir des wagons-lits en payant une taxe supplémentaire.

AVIS.

M. Jean Psaltis informe le respectable public qu'il a dans son magasin un grand choix de meubles qu'il vend à des prix très modérés.

Les personnes qui voudraient bien visiter son magasin ne manqueront pas d'être satisfaites.

Bouyuk-Hendek Sokak, N° 20 et 22, près la Tour de Galata.

PAQUEBOTS-POSTE «KHÉDIVIÉ»

MER MÉDITERRANÉE.

Service entre Constantinople et Alexandrie

Départ : Mercredi 18 Avril à 4 h. 1/2 p. m. touchant Gallipoli, Dardanelles, Mételir, Smyrne, Chio, Syra et Pirée.

Vapeur : *Mahalla*, Capitaine Rubin.



SERVIZIO POSTALE
DE LA COMPAGNIA ITALIANA
DI NAVIGAZIONE A VAPORE
FLORIO

ARRIVO IN COSTANTINOPOLI

Da Odessa... ogni Lunedì

Da Marsiglia ecc... Domenica

PARTENZA DA COSTANTINOPOLI

Per Odessa... ogni Lunedì sera a ore 2

Per la linea di Marsiglia... Martedì a ore 4

ITINERARIO.

Odessa, Constantinople, Dardanelles, Smirne, Salonico (I) Pireo, Messina, Palermo, Napoli, Livorno, Genova e Marsiglia.

Tanto alla venuta quanto al ritorno, coincidendo e transbordando al Pireo di merci, passeggeri, posta coi vapori della Compagnia che fanno la linea di Trieste, Venezia, Brindisi e Corfu.

La compagnia s'incarica di qualunque spedizione di merci per ogni parte della Germania.

I viaggi da Odessa a Marsiglia e vice-versa avranno luogo senza transbordo.

Per informazioni, etc. dirigersi all'Agenzia principale, sita a Moum-bané, Cité française N° 63, précisément nel locale che era occupato da Lloyd Austro-Ungarico, ovvero a quella succursale sita in Stambul Bakhich-Capou, Cheislam han: N° 3.

(1) Una settimana Smirne, altra Salonico.

LA VELOUTINE

est une poudre de Riz spéciale préparée au bismuth, par conséquent d'une action salutaire sur la peau.

Elle est adhérente et invisible, aussi donne-t-elle au teint une fraîcheur naturelle.

CH. FAY, INVENTEUR.

POMMADE SATIN

Pour conserver aux mains la souplesse, la douceur et les préserver des gerçures et autres accidents provoqués par le froid.

2, rue de la Paix. — PARIS.

ADMINISTRATION

DES
PAQUEBOTS OTTOMANS
MAHSOUSSI

LIGNE D'ISMIDT.

Départ de Constantinople les mercredi et samedi touchant : Dardjia, Camaroussal et Ismidt. Retour d'Ismidt, les jeudi et vendredi touchant les mêmes échelles. Arrivée à Constantinople le même soir.

LIGNE DE CRETE.

Départ de Constantinople chaque quinzaine le mardi, touchant : Dardanelles, Molivo, Mételin, Smyrne, Chio, Candia, Rethyma et la Canée. Retour chaque quinzaine, touchant les mêmes échelles. Arrivée à Constantinople le jeudi de quinzaine le matin.

LIGNE D'ANATOLIE.

Départ de Constantinople chaque mercredi, touchant : Erégli, Ineboli, Sinope, Samsun, Uniehin, Ordu, Kirsone, Trébizonde, et Rizeh. Retour des mercredi touchant les mêmes échelles. Arrivée à Constantinople lundi matin. Chaque quinzaine Batoum.

LIGNE DE BARTEN.

Départ de Constantinople chaque mercredi, touchant : Erégli, Anastr, Barten. Retour tous le vendredi touchant les mêmes échelles. Arrivée à Constantinople lundi.

LIGNE DE PANDERIA. (soir)

Départ de Constantinople le jeudi, touchant : Péra et Panderia. Retour tous les vendredi soir. Arrivée à Constantinople samedi matin.

LIGNE DE SALONIQUE.

Départ de Constantinople vendredi, touchant à Gallipoli, Dardanelles et Salonique. Retour tous le mardi touchant les mêmes échelles. Arrivée à Constantinople jeudi matin. (Le bateau touchera au Mont-Athos très-souvent tantôt à l'aller tantôt au retour)

LIGNE DE MARMARA.

Départ de Constantinople chaque mardi matin, touchant : Bogodos, Silivrie, Eraclea, Rodosto, Ganos, Khora, Méréthé, Marmara, Pacha-Liman, Cara-Boa et vice-versa. Arrivée à Constantinople jeudi soir.

LIGNE DE GUEMLEK.

Départ de Constantinople mardi, et vendredi, touchant : Moudania. Retour chaque jeudi, et dimanche dans l'aéras-midi.

LA ROMANIA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ASSURANCES ÉTABLIE A BUCHAREST

Contre l'Incendie, la Grêle, les Sinistres Maritimes et sur la Vie.

Agent général à Constantinople, ALFRED DE CASTRO, avocat.
27, rue Yéni-Djami, Galata, en face la station du Tunnel.

COMPAGNIE RUSSE



DE NAVIGATION A VAPEUR

DE COMMERCE & DU CHEMIN DE FER D'ODESSA

Pour ODESSA. — Les lundis et les jeudis, arrivées à Odessa les mercredi et les samedis matin arrivées d'Odessa à Constantinople les lundis et les jeudis.

D'ODESSA correspondance par bateau à vapeur avec tous les ports russes de la mer Noire et d'Azof avec Kherson et Nicolaïeff et par chemin de fer deux fois par jour avec tous les chemins de fer russe de l'Europe.

POUR LE TRAJET DE CONSTANTINOPLE :

à Pétersbourg... 101 heures à Paris... 138 h. 46 m

à Moscou... 112 heures à Londres... 6 jours

Vienna... 98 h. 55 m à Berlin... 111 h. 5 m.

Le train de Vienne pour Paris part à 11 h. 35 m. après l'arrivée du train de Paris.

9 heures 2 h. 45 m. après l'arrivée du train de Paris.

Pour éviter aux passagers l'embarras à Odessa, du trajet du bateau au chemin de fer, la Compagnie a établi un service spécial entre le débarcadere des bateaux et la gare de Koulikovo de

Chemin de fer; les trains partent du port pour la gare de Koulikovo à 8 heures 15 m.

du matin et à 7 h. 45 m. du soir. Et pour les voyageurs arrivant par le chemin de fer de la gare de Koulikovo au port à 10 h. 45 m. du matin.

Les voyageurs peuvent profiter de ce service pour eux et pour leurs bagages sans payer surtaxe.

Pour POUTI. — Service hebdomadaire. Départ de Constantinople les dimanches matin. Escala à Ineboli, Samsun, Kerasoum, Dejon, Trebizonde et Batoum. Service spécial entre Batoum et Pouti.

Arrivées à Constantinople les vendredis.

Pour BOMBAY touchant à Port-Saïd et Djeddah, chaque quatrième Samedi à partir du 18/30 Oct.

Pour ALEXANDRIE. — Les samedis de 15 jours. Escala aux Dardanelles, à Smyrne, Chio, Rhodes, Mersine, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, St-Jean d'Acre, Jaffa et Port-Saïd. Arrivée à Constantinople les dimanches matin.

Départs fréquents pour Marseille, le Harra, Anvers, Londres, les Indes et la Chine.

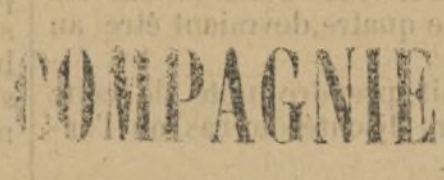
Le bureau des Postes d'Agence reçoit les lettres, simples et chargées, avois d'argent et envoi des bandes pour toute la Russie et le Caucase, les lettres simples et chargées, avois d'argent et envoi de l'Europe voie d'Odessa.

TRANSFERT DE MAGASIN

Monsieur G. BAKER a l'honneur de prévenir sa nombreuse clientèle qu'il a transféré le dépôt de ses marchandises du Koulé-Kapou au nouveau et spacieux local qu'il a fait construire.

GRAND'RUE 500 PRÈS DU TUNNEL.

NOUVELLE



COMPAGNIE MARSEILLAISE

DE NAVIGATION A VAPEUR

A. et L. FRAISSINET et Cie.

SERVICE HEBDOMADAIRE

ENTRE MARSEILLE ET CONSTANTINOPLE

Départs le Marseille chaque jeudi

Départs de Constantinople chaque SAMEDI, à 4 h. du soir, en touchant à Rodosto, Gallipoli, Dardanelles, Salonique, Volo, Pirée et Naples.

Transbordement à Naples, sur les bateaux de la Compagnie, pour Civita-Vecchia, Livourne et Gènes, maison de transit A. et L. FRAISSINET et Cie. pour la France et l'étranger.

Pour plus amples informations s'adresser à l'Agence (cité Française et à M. D. Courtelli, courtier de la Compagnie, à Carakeny.

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

L'HELVÉTIA

COMPAGNIE SUISSE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE A S. GALL.

Assurances sur maisons, mobiliers, magasins et marchandises à des primes très modérées. Prompt et libéral règlement des indemnités par le soussigné.

L'agent général, fondé de pouvoirs Gallet, Karakeuy N° 13. En face de la Bourse, à côté de Kaviar-Han.

TIMBRE HUMIDE

FACTURES RAYÉES

JOURNAUX

RÉGISTRES RAYÉS

TIMBRE SEC

TYPOGRAPHIE et LITHOGRAPHIE

CENTRALES

CARACTÈRES LATINS, TURCS, GRECS & ARMÉNIENS

L'Administration ayant reçu dernièrement de nouveaux caractères, se charge de tous travaux typographiques et impressions de luxe en différentes langues.

Elle est également à même d'exécuter des travaux lithographiques de la dernière perfection, si bien qu'on ne sera plus obligé, désormais, de s'adresser à Vienne ou à Paris pour les travaux délicats et de luxe; le personnel et les machines dont dispose l'IMPRIMERIE CENTRALE pouvant répondre à tous les besoins.

PRIX MODÉRÉS

COMPTES-COURANTS

BILLETS MOTUAIRES

BROCHURES

Lettres de Mariage

LETTRES DE CHANGE

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE CENTRALES.